

À propos du Champ Journalistique

Dialogue avec Daniel Dayan

As regards the Journalistic World. Dialogue with Daniel Dayan

Patrick Champagne



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7700>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.7700](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7700)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 197-210

ISBN : 978-2-86480-828-2

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Patrick Champagne, « À propos du Champ Journalistique », *Questions de communication* [En ligne], 10 | 2006, mis en ligne le 01 décembre 2006, consulté le 22 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7700> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7700>

Tous droits réservés

PATRICK CHAMPAGNE

Institut national de la recherche agronomique, Paris

Centre de sociologie européenne

École des hautes études en sciences sociales-CNRS, Paris

champagn@msh-paris.fr

À PROPOS DU CHAMP JOURNALISTIQUE. DIALOGUE AVEC DANIEL DAYAN

Résumé. — Patrick Champagne reprend plusieurs points de l'interview de Daniel Dayan par Béatrice Fleury et Jacques Walter, publiée dans *Questions de communication* (8, 2005). Ce « dialogue » conduit l'auteur à rappeler certaines des conditions fondamentales devant présider, selon lui, à l'analyse scientifique du champ journalistique. La réflexivité du chercheur, ainsi que la conscience de la relation qu'il entretient à son objet, sont cruciales dans l'étude du champ journalistique et de ses productions. Face à un objet commun, tout en étant chargé d'enjeux politiques et sociaux spécifiques, il convient de garder cette distance chère aux ethnologues, qui, seule peut garantir la portée scientifique de l'analyse. Prenant appui sur de nombreux exemples, souvent issus de ses propres recherches, l'auteur rappelle que le journalisme est bien un champ et que l'information est le résultat d'une lutte des représentations différenciées, sans occulter le fait que certaines de ces représentations sont plus légitimes que d'autres et qu'ainsi elles ont plus de force. En effet, l'information est une coproduction, à laquelle contribuent le champ journalistique mais aussi (et peut-être surtout) les champs économique et politique.

Mots clés. — Analyse scientifique du journalisme, méthode, réflexivité, champ journalistique, critique, internet.

Comme Béatrice Fleury et Jacques Walter, directeurs de *Questions de communication*, m'y ont convié, c'est avec intérêt que j'ai lu la longue interview-bilan sur les médias que Daniel Dayan a accordée à cette revue afin d'y réagir. Et c'est avec plaisir que j'ai accepté de dialoguer avec ce dernier, nombre de points abordés méritant d'être discutés. Cette proposition m'a semblé d'autant plus judicieuse que mes propres recherches m'ont conduit à lire Daniel Dayan (et réciproquement) sans que, jusqu'à présent, nous ayons eu l'occasion de nous rencontrer (sauf, brièvement, une fois) pour débattre et dégager nos points d'accords et de désaccords.

D'abord, je formulerai une remarque d'ensemble qui est de faire état d'un accord global avec la plupart des propos de Daniel Dayan. Je fais miennes nombre des analyses qu'il esquisse dans cet entretien. Toutefois, c'est un accord jusqu'à un certain point seulement, car il reste quelques désaccords majeurs sur lesquels je reviendrai plus en détail. Mais je pense qu'il est nécessaire de dire d'emblée qu'il existe un socle scientifique commun, qui s'élabore progressivement, et qui fait que la discussion scientifique est possible. Je suivrai donc Daniel Dayan lorsqu'il constate que le journalisme est désormais un secteur bien étudié, les travaux étant nombreux et les analyses convergentes sur bien des aspects. Le supposé retard français sur les travaux anglo-saxons est aujourd'hui largement comblé, les publications étant diverses et, pour partie, cumulatives. Cela est dit pour évoquer au passage le problème de méthode qui est posé, là au ssi à propos du couple infernal « théorie/empirie ». En effet, ce qui a manqué pendant très longtemps aux travaux sur les médias de masse en France, ce sont des observations *in situ* des pratiques journalistiques, entre autres des analyses d'ethnographie « à la Goffman » du fonctionnement des rédactions, ainsi que des séries d'entretiens systématiques avec les acteurs qui sont parties prenantes à ce domaine d'activité. Il y avait un mépris structural du monde intellectuel pour les journalistes (ces derniers n'étant pas en reste, aujourd'hui, à l'égard de celui-ci) qui était au principe d'une coupure entre ces deux univers. Quand il ne se livrait pas à des prophéties sans base empirique précise, le monde de la recherche théorisait sur des corpus journalistiques recueillis en chambre, sans mettre les pieds dans les rédactions et ne recourant guère à l'enquête par questionnaires. Cette sociologie (plutôt située du côté académique) ne cherchait pas à appréhender les conditions sociales de production de ces corpus, ni à enquêter auprès des récepteurs de ces messages (les lecteurs, les téléspectateurs) afin de saisir les différentes lectures que les individus, compte tenu de leurs propriétés sociales, peuvent faire d'un même message. Dans une telle situation qui, jusque dans les années 60, et même après, caractérisait les recherches sociologiques sur les médias de masse (et pas seulement ce secteur d'ailleurs), il était important de rappeler que l'analyse scientifique doit s'appuyer sur des enquêtes précises, sur des observations

À propos du champ journalistique. Dialogue avec Daniel Dayan

systématiques, sur des données statistiques, etc. C'est le sens qu'il faut donner au fameux article de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron paru dans *Les Temps modernes*, dès 1963, intitulé « Sociologues des mythologies et mythologies de sociologues ». À l'époque, Pierre Bourdieu, qui avait mené un certain nombre d'enquêtes sur la diffusion culturelle (la pratique de la photographie, la fréquentation des musées, sans oublier ses travaux sur l'Algérie) et sur l'élimination scolaire, voulait rappeler qu'il existait des lois de la pesanteur sociale qu'Edgar Morin semblait oublier. On peut dire que cette exhortation à faire des enquêtes, très insistante dans *Le métier de sociologue* (Bourdieu, 1968), a été entendue. Mais, comme toujours, un processus inverse s'est mis en place. En effet, on a assisté à une véritable fétichisation de l'enquête de terrain qui est devenue un rite de passage pour de jeunes chercheurs, certains de ceux-ci oubliant que les sciences sociales sont cumulatives, que les travaux des uns peuvent être lus, assimilés et utilisés par d'autres chercheurs, qu'il n'est pas nécessaire que tous aient réalisé les mêmes enquêtes de terrain pour avoir le droit de penser scientifiquement ce domaine, bref, que la sociologie existait avant qu'ils n'entrent à leur tour dans la discipline.

Le chercheur et son objet : l'importance de la réflexivité

Si tout le monde n'est pas Marcel Mauss, il reste que ce dernier a suffisamment montré que l'on pouvait faire de l'excellente ethnologie sans être ethnographe soi-même (mais à condition, bien sûr, de connaître parfaitement la littérature ethnographique et aussi, il est vrai, d'avoir un peu de génie...). Et quand on entend des sociologues dire, parfois avec une certaine cuistrerie, que les analyses de Pierre Bourdieu sur le journalisme ne reposaient pas sur des travaux empiriques qu'il aurait menés lui-même, et donc qu'il ne respectait pas ses propres injonctions, on se dit qu'il faudrait rappeler aujourd'hui, à l'inverse, qu'une enquête de terrain effectuée dans les formes n'est une condition ni suffisante, ni même nécessaire, pour théoriser pertinemment sur le journalisme. Je pense qu'il y a plus de sociologie dans *Sur la télévision* (1996), le petit livre de Pierre Bourdieu (à condition de voir, ce qui est rarement le cas, des lecteurs « critiques », qu'il n'est qu'un appendice aux *Règles de l'art* – Bourdieu, 1996 –, son maître livre sur les champs de production culturelle, dont on ne peut pas dire qu'il ne repose pas sur des enquêtes) que dans bien des thèses poussives de jeunes chercheurs qui ne font, comme les médecins de Molière, que mettre en forme pseudo-savante, les observations banales et de sens commun qu'ils ont pu tirer de leur séjour dans quelques salles de rédaction de quotidiens à Paris et en province (seule enquête de terrain que, dans bien des cas, ils feront et

que, telle la guerre pour les anciens combattants, ils exhiberont fièrement toute leur vie pour s'autoriser à parler sur le journalisme).

Ces remarques générales de méthode ne sont pas sans importance s'agissant d'en venir de manière plus précise au cœur des analyses que Daniel Dayan propose dans son entretien. Pierre Bourdieu insistait surtout sur le fait que le chercheur en sociologie, plus que les chercheurs des autres sciences, devait s'efforcer de pratiquer en permanence la réflexivité, une réflexivité non pas narcissique mais sociologique. Parce que le sujet savant est aussi un agent social doté de propriétés spécifiques qui tendent, de façon variable selon l'objet social analysée, à parasiter ou à biaiser l'analyse qu'il engage, il importe qu'il s'auto-analyse dans son activité savante elle-même (c'est-à-dire qu'il construise sociologiquement sa position comme si « je » était un autre) en utilisant les acquis de la sociologie pour réduire, autant qu'il est possible, ce qu'on peut appeler les artefacts sociaux. Ils sont inhérents à toutes les enquêtes en sciences sociales (ce que Max Weber avait bien vu également sans en tirer les mêmes conséquences pratiques). Il existe des effets, qu'il importe de connaître pour essayer de les neutraliser, tenant au fait que le sujet analysant a des propriétés sociales qui tendent à interférer avec celles de l'objet étudié.

Ce problème est particulièrement important pour analyser un domaine tel celui du journalisme parce que, non seulement, nous sommes littéralement « bombardés » chaque jour par ces producteurs de nouvelles que sont les médias, ce qui est au principe de la constitution d'une sorte de « cela-va-de-soi », de banalisation, voire de naturalisation de « l'information » ou de « l'actualité » contre lesquelles le sociologue des médias se doit de lutter, mais aussi, et contradictoirement, parce que nous avons – en tant qu'intellectuels – une certaine vision de ce que doit être une information « digne de ce nom » et que nous sommes plus ou moins partie prenante du processus de production de l'information. Ce problème est même crucial dans les réflexions que Daniel Dayan développe dans l'entretien. En effet, il procède à une relecture de ses analyses des médias à travers le traitement que ces derniers font du conflit israélo-palestinien, c'est-à-dire en prenant un domaine qui est lui-même particulièrement conflictuel, et lourd d'un passé difficile à mettre entre parenthèses. Le parti qui est pris par Daniel Dayan est une décision de méthode en soi pertinente : il est intéressant de voir comment les médias rendent compte d'un domaine que l'on connaît par ailleurs directement. Mais, pour que la comparaison entre ce que disent « les médias » et ce que l'on en sait par d'autres voix ne tourne pas à une pure dénonciation des biais, des erreurs, des approximations ou des partis pris, il importe que le sujet savant soit réflexif, étant donné les enjeux sociaux et politiques qui sont attachés au conflit en question.

En fait, le problème qui est ici posé est très général et concerne le rapport à l'objet du chercheur, la familiarité plus ou moins grande qu'il peut entretenir avec son sujet de recherche et les intérêts qu'il peut y investir. En soi, la proximité, pas plus que la distance, n'est au principe de handicaps ou d'avantages pour le chercheur. Ces deux positions – grande distance ou, à l'inverse, familiarité avec l'objet analysé – ne peuvent livrer ce qu'elles ont de scientifiquement exploitables qu'à la condition que ces positions soient explicitement construites comme telles par le chercheur. Pour dire très superficiellement les choses, la proximité avec l'objet donne d'emblée une connaissance empirique approfondie et une compréhension de l'intérieur des actions des agents que l'étranger met du temps à acquérir, et encore de manière souvent incomplète, voire superficielle. Mais cette proximité comporte le risque de l'évidence, une vaine focalisation de la recherche sur les intentions des acteurs, une compréhension trop rapide qui ne comprend pas vraiment quand elle ne comporte pas, en outre, la tentation plus ou moins consciente de participer, avec l'autorité de la science, au jeu social en question au lieu de l'analyser. Inversement, la distance favorise la posture interrogative, oblige à l'étonnement, conduit à interroger son propre « cela-va-de-soi », suscite un permanent « pourquoi ? » qui parcourt généralement les entretiens du sociologue avec ses enquêtés (et qui lasse parfois la patience de ses informateurs) parce que celui-ci ne comprend pas (ou très partiellement) les investissements engagés par les acteurs dans un jeu social qui n'est pas le sien. Le risque est alors, comme cela est évident en ethnologie (parce que l'ethnologue est dans une relation d'étranger par rapport au groupe qu'il étudie), de sur-interpréter le sens des conduites observées en croyant seulement les interpréter (ce qui est le cas lorsque la pulsion à théoriser repose sur une information et des données empiriques superficielles et partielles).

Parce qu'il a un point de vue informé sur le conflit israélo-palestinien, mais aussi des intérêts personnels et un certain engagement, Daniel Dayan est prédisposé à apercevoir le véritable acte de construction de la réalité qui s'opère à travers le langage et les images qui parlent de ce conflit ou le montrent parce que ce n'est pas la vision qu'il en a spontanément. Il fait l'expérience, sur cet exemple que le monde social est, à la différence du monde physique, un monde construit par les agents sociaux ; il est le produit des représentations sociales qui se forment, non de manière arbitraire, mais à partir de la réalité objective (cette précision est donnée contre les constructivistes radicaux, comme il en existe notamment en sociologie de la science). Et dans ce processus de construction du monde social, les mots ne sont jamais neutres. Daniel Dayan rappelle ici, après d'autres, l'importance des dénominations employées dans les médias pour dire l'actualité, ou plus exactement pour la construire. À ce propos, il évoque « les laxismes et les dérapages, les euphémismes et les diabolisations [qui ont] fini par constituer un

nouveau type de discours journalistique » et cite les analyses que Victor Klemperer ([1947] 2002)¹ a faites du discours nazi. Là est sans doute la limite spécifique, à mes yeux du moins, du point de vue de Daniel Dayan. En effet, il semble oublier (bien qu'il le sache en fait) qu'il existe aussi des analyses qui montrent à l'inverse que le point de vue qui dominerait dans les médias (il faudrait dire « dans certains médias »), s'agissant de ce conflit, serait celui d'Israël², ou encore que, plus généralement, le traitement de l'Islam par les médias serait fortement marqué par les actes « terroristes » (« de résistance » diraient les Pal estiniens. Là aussi, on sait les enjeux qui sont impliqués dans les dénominations) et privilégierait une vision globalement inquiétante de la religion islamique³. La référence à Victor Klemperer (même *a minima* chez Daniel Dayan) est significative : elle porte sur une période historique particulière, tragique, terrible, marquée par l'emprise totale d'un État fasciste sur la société toute entière, notamment sur la langue et les médias. Ce n'est pas le cas des sociétés démocratiques. Bien que Daniel Dayan tienne des propos tout à fait pertinents sur le fait que « l'objectivité est construite », il ne renonce pas totalement à penser qu'il existerait, dans l'absolu, une information plus objective, moins contestable que celle qu'il constate et déplore sur ce conflit, c'est-à-dire une information plus conforme à ce qu'il sait et aux valeurs intellectuelles qu'il défend ; bref, une information qui le satisferait à la fois en tant qu'intellectuel et que citoyen. Il semble même poser qu'il existerait quelque chose comme « l'information », alors qu'il s'agit d'un sous-produit du fonctionnement du champ journalistique, c'est-à-dire quelque chose qui existe parce qu'une presse à grande diffusion existe.

Pour illustrer ce qui, selon moi, est une demi-analyse – une analyse qui va dans la bonne direction mais s'arrête en chemin – je mentionnerai l'exemple, pris par Daniel Dayan, de cette information passée à la télévision qui signalait une intervention militaire israélienne en territoire palestinien puis l'envoi d'un engin explosif par les Palestiniens en territoire israélien. Très justement, il en déduisait que, pour le téléspectateur lambda, c'est Israël qui était l'agresseur et les Palestiniens les victimes. Or, explique-t-il, l'ordre des événements était inverse, les Israéliens ayant répondu aux Palestiniens. La démonstration est convaincante, à ceci près qu'elle est incomplète par défaut de réflexivité. En effet, l'acte des Palestiniens n'est pas pur surgissement émergeant de rien, ou agression gratuite, mais la résultante de toute une histoire avec Israël alors que les médias ne tendent à parler, de par la logique même de leur fonctionnement, que de ce qui se passe aujourd'hui, et sont comme prisonniers de l'instant.

¹ Outre à son *Journal*, je pense surtout à *LTI. La langue du III^e Reich* (1947).

² Par exemple, le livre de J. Dray et D. Sieffert (2002).

³ Voir, notamment, Th. Deltombe (2005).

Dire le monde social

De plus en plus, le journalisme se veut une activité censée dire comment va le monde. Parce que les journalistes se posent comme des témoins honnêtes et sans parti pris et sont, de ce fait, objectivement en concurrence avec les hommes politiques et les spécialistes en sciences sociales, qui, eux aussi, ont vocation à dire le monde social, il importe de rappeler au sociologue des médias que la seule vérité scientifique que l'on peut poser est qu'il existe une lutte pour construire la réalité sociale, pour imposer un point de vue sur la réalité objective, et que cette lutte passe, pour partie, dans le champ journalistique. Le point de vue de Daniel Dayan reste un point de vue parmi d'autres dans la lutte qui a pour enjeu la définition légitime de l'information. Or, il s'agit de construire le point de vue scientifique, c'est-à-dire le point de vue à partir duquel se voient et se comprennent tous les points de vue des agents, ou, si l'on préfère, le géométral de toutes les perspectives selon une expression que Pierre Bourdieu avait repris de Leibniz. Dans les systèmes politiques totalitaires, l'État tente d'imposer un seul point de vue, le sien, dans les médias notamment, sans que cela d'ailleurs trompe tout le monde, mais les autres points de vue ne peuvent accéder à l'espace public. Dans les régimes de type démocratique, cette lutte est concurrentielle (ce qui ne signifie pas qu'il n'existe pas, à un moment donné, un point de vue qui soit plus dominant que d'autres, plus présent dans les médias que d'autres), et elle passe largement par le champ journalistique.

Pour expliciter mes points de désaccords, ou du moins mes réserves, à l'égard des analyses de Daniel Dayan, je proposerai, à mon tour, une relecture des médias à travers leur traitement d'un domaine particulier, celui des « banlieues en difficultés ». Je mets des guillemets à cette expression que les médias et les responsables politiques emploient en général parce que l'on voit bien, ici aussi, que la dénomination préconstruit la réalité sociale (il serait plus juste de parler « des zones d'habitation où est concentré le nouveau sous-prolétariat en majorité d'origine immigrée », ou « des effets du chômage dans les populations jeunes de familles issues de l'immigration », ou « des effets de l'élimination scolaire dans les populations immigrées », etc.). Cette relecture peut être intéressante parce qu'on dispose, sur ce sujet, d'un recul important, d'une période longue dans le traitement médiatique (plus de 25 ans), et aussi parce que de nombreuses recherches ont été menées en sciences sociales, tant sur les populations de ces quartiers que sur la manière dont les médias travaillent pour en rendre compte.

Pour évoquer les grandes lignes qui, selon moi, se dégagent de ces travaux, je dirais que ce qui ressort le plus clairement, c'est là aussi que la réalité sociale n'est pas donnée, n'est pas purement « objective ». Ce

que reconnaît bien volontiers Daniel Dayan, mais sans en tirer, il me semble, toutes les conséquences. La réalité sociale est construite à travers les représentations que les groupes sociaux se font de la réalité. Or, celles-ci n'ont pas toutes la même légitimité. S'agissant d'analyser les médias, ce constat est important, car cela signifie qu'il n'existe pas de représentation médiatique du réel qui puisse être objective, ou acceptée par tous : les différents médias opérant nécessairement des tris, des sélections, des découpages dans une réalité objective qui, elle, est inépuisable. Il suffit d'entendre les protestations, auprès des journalistes de télévision notamment, de certains habitants de ces quartiers ou des maires des communes concernées, qui s'insurgent contre l'image déformée (à leurs yeux) qui résulte du traitement médiatique des « émeutes » (autre terme qu'il faut mettre entre parenthèses car il fait problème), et même contre les effets de stigmatisation qu'engendre cette image journalistique largement diffusée dans les médias. Une même réalité peut donner lieu à des représentations différentes qui, le plus souvent, sont en lutte, en concurrence. Parce que l'univers des médias est fortement et directement lié à la structure sociale (par le biais du marché, de l'audimat et de toutes les techniques du marketing rédactionnel, l'espace de la production médiatique entretenant une relation d'homologie, plus ou moins étroite, avec le champ de la consommation des médias), il s'ensuit que, dans les sociétés différenciées comme les nôtres, le journalisme est lui-même différencié, de sorte qu'on ne peut scientifiquement pas parler « des journalistes » et « des médias » comme s'il s'agissait d'ensembles unifiés. C'est là, me semble-t-il, que la notion de champ, telle qu'elle a été élaborée par Pierre Bourdieu (et qui demande à être précisée pour le journalisme), s'impose pour analyser cet espace social particulier. Cette notion est absente chez Daniel Dayan, et je pense que cela a des conséquences importantes sur ses analyses.

Le monde du journalisme – c'est ce que veut dire la notion de champ – est un univers relativement autonome, comprenant des producteurs, à la fois divers et en concurrence d'un point de vue économique, mais aussi politique (au sens large de « lutte pour imposer une certaine représentation du monde social »). Il y a des dominants et des dominés, des positions jamais définitivement acquises, et donc toujours à défendre. Bref, un ensemble de forces en action qui doivent conduire à appréhender le milieu journalistique dans sa dynamique interne (par exemple la position occupée par *Le Monde* dans les années 70 n'est plus la même aujourd'hui, le poids des médias audiovisuels dans la production journalistique et dans la définition même de ce qu'il est convenu d'appeler un « événement » étant devenu prépondérant et tendant à restructurer l'ensemble du champ journalistique, etc.), mais aussi dans les rapports qu'il entretient avec les champs économique, politique et intellectuel et, plus globalement, dans les relations que chaque champ

journalistique national entretient avec les transformations globales qui caractérisent les structures sociales correspondantes (comme, par exemple, les effets du processus de scolarisation, les changements dans les affiliations politiques des groupes sociaux, la naissance de nouvelles formes de militantisme, etc.). L'analyse du journalisme ne peut que gagner, me semble-t-il, à s'inscrire dans cette approche que l'on peut dire structurale. Elle rappelle que le sujet qui produit ce que l'on appelle « l'information » n'est pas le journaliste mais un champ de production lui-même en interaction avec d'autres champs – notamment les champs politique et économique.

Comme j'avais essayé de le montrer, dès 1984, dans mon article sur la manifestation (Champagne, 1984), l'information est co-produite. Ce que reconnaît d'ailleurs Daniel Dayan, lorsqu'il admet que « les journalistes font ce qu'ils peuvent dans des circonstances qu'il s n'ont pas choisies », qu'ils sont soumis à de « multiples contraintes », que le journalisme est fait « d'improvisations » dans un univers « de bruit et de fureur ». En somme, que le journaliste n'est pas un stratège qui commande à l'actualité. Quelles conséquences scientifiques tire-t-il de ceci ? Sans doute faut-il s'interroger, dans un premier temps, sur les questions que se posent quotidiennement les journalistes et qui peuvent faire croire que ce sont eux qui décident de ce que sera l'information du jour : « Que faut-il diffuser ? Avec quels titres ? Avec quels intertitres ? Dans quel ordre ? ». Mais encore faut-il se demander qui est ce journaliste qui s'interroge ainsi, quelle est sa formation, sa position dans le média, la position du média dans le champ journalistique, etc., pour apercevoir qu'il est là, précisément parce qu'il a les « bonnes » propriétés, celles que demande un système plus large que l'analyse scientifique doit construire.

Par ailleurs, l'importance grandissante des médias audiovisuels dans l'espace public a entraîné en réaction un développement considérable de la communication. Chaque institution, chaque entreprise, et même chaque groupe social, a ses spécialistes pour définir ce qu'il est bon de dire aux journalistes, pour inventer des « événements » dans une logique de promotion, etc. Il n'est pas jusqu'aux communes médiatisées à l'occasion d'incidents dans les « quartiers difficiles » qui ne mettent en place un service de communication pour gérer les relations avec les journalistes. Même parmi les jeunes de ces quartiers, certains se font les porte-parole légitimes vis-à-vis des journalistes, afin d'éviter les mises en scènes et les propos « irresponsables » de jeunes, prêts à dire n'importe quoi aux journalistes, et notamment ce qu'ils veulent entendre, « pour passer à la télé ». Les journalistes, eux aussi, ont plus ou moins modifié leur traitement des incidents dans ces banlieues, notamment au contact des travailleurs sociaux, de leur lecture des sociologues écrivant sur ces problèmes dans les pages « débats » de la presse nationale, etc. Certains se sont même spécialisés et cherchent à

neutraliser l'effet médias dans la production de l'information (ils se sont aperçus que certains « événements » étaient suscités par leur présence même). Finalement, il apparaît que le journaliste n'est qu'un maillon, le plus visible mais sans doute le moins déterminant, d'un système global qui, à la limite, s'étend à la société toute entière.

La sociologie des médias à l'épreuve de la Cité

Un dernier point que je voudrais aborder est celui du rôle que la sociologie des médias peut jouer dans la vie de la Cité. Dans les sociétés différenciées, reconnaître la pluralité des points de vue en lutte ne conduit pas à un relativisme absolu quand il s'agit de tenir un discours sur le monde social. Daniel Dayan, comme moi-même, pensons que les travaux de la sociologie permettent un regard plus vrai et plus conscient sur la société. Pour cette raison, ils ne doivent pas être uniquement réservés à la communauté savante. En tant que chercheurs, nous sommes stipendiés par l'État, ce qui nous permet de travailler dans des conditions en principe scientifiquement favorables. Mais, en retour, nous avons un devoir de restitution démocratique envers la société des résultats de nos travaux (et non envers le seul gouvernement à des fins manipulatrices). Dans son entretien, Daniel Dayan évoque ses tentatives pour faire passer des articles dans la presse écrite afin d'introduire la critique sociologique dans les débats. Il me semble que la participation des sociologues au débat public sur les médias dans la presse est sans doute peu efficace. Daniel Dayan en témoigne d'ailleurs, lorsqu'il fait état des difficultés qu'il a eues à se faire entendre, dès lors que ce qu'il avait à dire dérangeait les journalistes. Pierre Bourdieu en avait également fait l'expérience et avait d'ailleurs titré l'article paru, en avril 1996, dans *Le Monde diplomatique*, dans lequel il revenait sur son passage à *Arrêt sur images* : « Peut-on critiquer la télévision à la télévision ? ». Là encore, une analyse sociologique réflexive montre que, s'il en est ainsi, c'est parce que la critique des médias dans les médias (« critique » étant pris non pas au sens où l'on parle de « critique de cinéma », mais au sens kantien de limite, de conditions sociales de possibilité) est elle-même soumise à la logique médiatique, et tend à être comme neutralisée. Et la capacité des médias à digérer ce dont ils parlent est, si l'on peut dire, presque sans limites (pensons à ce que deviennent les hommes politiques qui prêchent des positions radicales et révolutionnaires lorsqu'ils deviennent, en raison même de leur médiatisation, des personnages « *people* », voire des marionnettes dans *Les Guignols de l'Info*).

Je ne suivrai pas Daniel Dayan dans ses développements sur l'information « journalisée » (c'est-à-dire soumise à des critères de qualité) dont il se fait le héraut par opposition à l'information « journalistique » (c'est-à-dire soumise aux contraintes externes ordinaires). Ni dans le fait de

caractériser de « pathologique » le fonctionnement de la sphère publique lorsque le « journalistique » l'emporte sur le « journalisé » pour reprendre sa terminologie. À mon sens, cela introduit des normes de manière totalement arbitraire (ce que Daniel Dayan reconnaît bien volontiers) qui est un obstacle à l'analyse et à l'action : le « pathologique » est ce que Daniel Dayan décide de nommer ainsi, alors que celui-ci est pourtant socialement aussi fondé que le « normal ». Cette dichotomie qu'Émile Durkheim (1894) avait tenté de théoriser dans *Les règles de la méthode sociologique* est, je pense, un obstacle à une compréhension complète. Je voudrais faire ici état de l'expérience que nous menons, depuis maintenant une dizaine d'années, dans le cadre de l'association « Action Critique Médias » (ACRIMED) et qui est une réponse différente au problème posé en termes normatifs par Daniel Dayan. Cette association a été créée en 1996, à la suite du mouvement social de décembre 1995. Elle est née de l'indignation suscitée par le traitement, dans les médias audiovisuels, du vaste mouvement social qui était jugé – par ceux du moins qui le soutenaient – très « partisan » (au sens de pro-gouvernemental). Des militants, des journalistes et des chercheurs se sont alors réunis avec l'intention de mettre en place un observatoire des médias. D'emblée, j'ai insisté, avec quelques autres, pour que cette association travaille en lien étroit avec les journalistes qui le souhaiteraient, afin que l'on ne dénonce pas de manière aveugle les médias : il faut se donner les moyens de comprendre les contraintes propres au journalisme, ce qui est une condition indispensable pour faire une critique efficace, parce que informée, du fonctionnement des médias, et pour que cette critique puisse avoir des effets sur le milieu journalistique.

Chaque mois, nous avons effectué des « auditions » de journalistes et de spécialistes des médias afin de nous informer plus complètement sur le fonctionnement des rédactions et sur la production de l'information. Restait à se doter de moyens d'intervention efficaces, ce qui était le problème le plus difficile à résoudre car nos protestations et manifestes n'étaient ni mentionnés par les agences de presse, ni repris par les médias (qui n'aiment pas qu'on les critique). Seul a pu être publié un texte qui dénonçait la nouvelle politique mise en place par Laure Adler à la direction de France Culture, et encore, le texte, paru dans *Libération*, l'a été dans la rubrique « Courrier des lecteurs ». Le fonctionnement de l'association a connu un changement radical avec l'ouverture d'un site sur l'internet grâce auquel nous avons non seulement acquis une autonomie de diffusion, mais également une place non négligeable en tant que média. Et sur ce point, j'estime que l'internet représente une véritable révolution dans le domaine du journalisme, une révolution d'une ampleur qui me semble comparable à celle que l'imprimerie a introduite en son temps dans le fonctionnement de nos sociétés. Je trouve que l'évocation

que Daniel Dayan fait de l'internet est presque anecdotique au regard des bouleversements qui s'annoncent avec cette technologie, ce que certains responsables de la presse écrite sentent bien, eux qui parlent du « danger », le mot est significatif, que représenterait l'internet pour leur entreprise (à tous les sens). Pour aller vite, je dirais que l'internet marque le début de la fin du monopole de diffusion dont usaient, et souvent abusaient, les journalistes. Cela signifie que le rôle de filtre que Daniel Dayan souhaite voir se maintenir et se développer va disparaître comme tel, ou plutôt s'exercer différemment. Les travaux sur le journalisme effectués ces dernières années pourraient bien être rapidement dépassés, compte tenu de l'arrivée rapide et massive de l'internet dans le jeu de l'information. Dès maintenant, trois propriétés majeures de ce nouveau média doivent être prises en compte (sans préjuger des usages nouveaux qui ne vont pas manquer de s'inventer dans les années à venir). En premier lieu, le faible coût économique qui permet à tout citoyen et à toute association de créer son site, c'est-à-dire sa publication, son instrument de diffusion et donc d'exister dans le nouvel espace public que construit l'internet. En deuxième lieu, l'accès également à faible coût économique, de tous à une base de données qui s'accroît de manière exponentielle, et qui fournit instantanément, et de manière souvent plus exhaustive que les recherches sur des supports papiers dispersés et plus ou moins accessibles, ce qui constitue un nouvel outil intellectuel particulièrement performant. En troisième lieu, l'internet est interactif : tout le monde peut réagir à tout le monde, et donc tout le monde peut contrôler tout le monde. Les blogs poussent au maximum cette logique de l'échange et de la création collective. Sur la toile, il y a toujours quelqu'un de plus compétent que soi qui pourra rectifier, ajouter, compléter ce qui a été publié sur un site. C'est la logique de Wikipedia, l'encyclopédie en voie de constitution. La communication à sens unique qui, jusqu'à présent, caractérisait largement les médias devra composer avec une autre logique de communication, rendue possible par la technologie. Les journalistes qui entendent défendre le privilège consistant à s'instituer en seule instance légitime pour dire ce qui mérite d'être publié, et ce qu'il faut en penser, objectent que sur l'internet, on trouverait tout et n'importe quoi, comme si ce n'était pas le cas des supports papier... Comme pour ces derniers, une hiérarchisation des sites va progressivement s'opérer, certains sites – c'est déjà le cas – acquerrant une notoriété plus grande que d'autres. Et tout donne à penser que cette notoriété sera fragile, la moindre erreur pouvant être aisément dénoncée (à la différence de la presse écrite qui pratique peu le droit de réponse ou le rectificatif), compromettant un capital d'estime lentement accumulé.

La concurrence sur la toile est plus forte, et elle a des effets largement positifs. L'internet est peut-être la technologie qui, sous certaines conditions, rendra possible cet « intellectuel collectif » que Pierre Bourdieu appelait de ses vœux. La crainte de certains journalistes devant

À propos du champ journalistique. Dialogue avec Daniel Dayan

la percée foudroyante de ce média s'explique non seulement par le fait que cette technologie concurrence économiquement la presse écrite, mais aussi parce qu'elle permet un droit de regard sur leur production, rend possible les réponses, rectifications, dénonciation d'éventuelles manipulations, etc. Bref, vient les déranger dans leur commerce même. Pour donner deux exemples récents, je citerai l'article publié par *Libération*, il y a quelques mois, qui dénonçait le supposé « anti-sémitisme » d'Hugo Chavez, le président du Venezuela, à partir du découpage tendancieux d'un de ses discours. Il n'a pas fallu moins d'une semaine pour que la manipulation et/ou les fautes professionnelles du journaliste soient dénoncées sur des sites (notamment par ACRIMED), ce qui a permis de couper court à une rumeur que certains auraient bien voulu voir se diffuser. Le second exemple concerne la manière dont les médias publics ont mené la campagne sur le référendum portant ratification du traité constitutionnel européen : la diffusion par emails d'analyses du traité et l'observation qui a été faite, également par ACRIMED, de la campagne sur les médias ont permis de rééquilibrer une campagne qui penchait trop inégalement en faveur du « oui ». L'internet ouvrant un espace public beaucoup plus large que celui produit par les médias classiques, ce n'est pas sans conséquences non plus sur le contrôle du champ politique. Si, par exemple, l'internet avait existé lors du massacre de Charonne par les forces de police en février 1962, je ne pense pas que le gouvernement aurait réussi à étouffer comme il l'a fait, ce véritable scandale⁴.

Conclusion

Pour conclure très provisoirement ces quelques notes suscitées par l'entretien de Daniel Dayan, j'insisterai sur deux aspects. Le premier est que la perspective sociologique ne consiste pas à décréter quel point de vue, parmi ceux en lutte à un moment donné du temps dans l'espace public, est le « bon », parce que censé être le plus proche de la réalité objective. Le sociologue des médias doit décrire le champ de luttes qui s'est construit dans le journalisme, mais sans omettre que le point de vue sociologique sur ce dont parlent les médias fait désormais partie de cet espace de lutte et a pour propriété spécifique de prétendre à une position « méta » au nom de la science. En d'autres termes, il importe de distinguer – ce que ne fait pas suffisamment Daniel Dayan – le sociologue qui analyse le fonctionnement des médias et tel autre spécialisé sur les « banlieues en difficultés » ou sur le « conflit israélo-palestinien ». Le premier cherche à analyser une lutte symbolique spécifique, tandis que le second est une partie prenante parmi d'autres à celle-ci.

⁴ Sur ce massacre, voir l'ouvrage d'A. Dewerpe (2006).

Le second aspect consiste à tirer toutes les conséquences du fait que le monde social est le produit non arbitraire de nos représentations, que cette lutte est politique parce qu'elle tend à imposer une vision du monde visant à le conserver ou à le subvertir; que l'apparition des médias (presse écrite, puis presse audiovisuelle et enfin aujourd'hui l'internet), fait que cette lutte pour imposer une représentation du monde passe de plus en plus par les médias, étant donné leur capacité de diffusion et d'imposition, et que c'est en grande partie ce qui explique la montée corrélative d'une critique des médias du fait de l'enjeu qu'ils constituent désormais.

Références

- Bourdieu P., 1968, *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton-Bordas.
- 1992, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Éd. Le Seuil.
- 1996, 2344345 *Sur la télévision, suivi de L'emprise du journalisme*, Paris, Éd. Liber-Raisons d'agir.
- 1996, « Peut-on critiquer la télévision à la télévision », *Le Monde diplomatique*, avr., p. 25.
- Bourdieu P., Passeron J.-Cl., 1963, « Sociologues des mythologies et mythologies de sociologues », *Les Temps modernes*, déc., pp. 998-1021.
- Champagne P., 1984, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, pp. 18-41.
- Dayan D., 2005, « Pour une critique des médias », *Questions de communication*, 8, pp. 195-222.
- Deltombe Th., 2005, *L'Islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France (1975-2005)*, Paris, Éd. La Découverte.
- Dewerpe A., 2006, *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard.
- Dray J., Sieffert D., 2002, *La guerre israélienne de l'information. Désinformation et fausse symétrie dans le conflit israélo-palestinien*, Paris, Éd. La Découverte.
- Durkheim É., 1894, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 1949.
- Klemperer V., 1947, *Journal T.1 : Mes soldats de papier (1933-1941)*, T.2 : *Je veux témoigner jusqu'au bout (1942-1945)*, trad. de l'allemand par G. Riccardi, Paris, Éd. Le Seuil, 2002.
- 1947, *LTI. La langue du III^e Reich : carnets d'un philologue*, trad. de l'allemand par E. Guillot, Paris, A. Michel, 2003.